

Arrêté

**Fixant des prescriptions complémentaires à la société RÉGIE DE L'EAU BORDEAUX MÉTROPOLE
pour l'exploitation d' une installation de stockage de chlore
située sur le site de « Saussette » au 110 chemin de Saucette sur la commune de Léognan**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 juillet 1997 relatif aux stockages de chlore gazeux liquéfié sous pression lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 18 tonnes ;
- VU** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation environnementale délivré le 10 juillet 2014 à la société LYONNAISE DES EAUX pour l'exploitation d'un stockage de chlore sur la commune de Léognan (33850) à l'adresse suivante 110 chemin de Saucette ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant du site « Saussette » situé 110 chemin de Saucette à Léognan (33850) déposée par la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole en remplacement de la société LYONNAISE DES EAUX, datée du 23 février 2023 ;
- VU** le courrier préfectoral du 13 mars 2023 donnant acte du changement d'exploitant en faveur de la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole ;
- VU** la convention spéciale de déversement fixant les modalités d'application de l'arrêté autorisant le rejet des eaux usées non domestiques de l'établissement signée le 22 juillet 2024 par la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole, la commune de Léognan et la société SUEZ Eau France SAS ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 27 novembre 2024 qui a mis en évidence la nécessité de mettre à jour certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2014 susvisé ;
- VU** le courriel du 28 novembre 2024 envoyé par la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole à l'inspection des installations classées qui liste plusieurs prescriptions qu'elle souhaite voir modifier ;
- VU** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du **21 février 2024**

- VU** le courriel transmis à l'exploitant le 09 janvier 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriels des 28 janvier 2025, 13 février 2025 et 20 février 2025 ;

CONSIDÉRANT que la modification de l'exutoire du rejet des eaux industrielles et assimilées ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins qu'il y a lieu de modifier les prescriptions applicables aux installations exploitées par la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole et notamment celles qui concernent les rejets d'eaux industrielles et assimilées (exutoire de rejet, milieu récepteur, valeurs limites de rejets, etc.) ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Objet

La Régie de l'Eau Bordeaux Métropole, dont le n° SIRET 895 134 674 00020 et dont le siège social est situé 91 rue Paulin 33 081 Bordeaux, autorisée à exploiter un stockage de chlore sur la commune de Léognan (33850) à l'adresse suivante « Site de Saussette », 110 chemin de Saucette, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs :

Articles abrogés, modifiés ou remplacés	Articles et annexes du présent arrêté
Chapitre 4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2014	Remplacé par l'article 2 du présent arrêté
Titre 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2014	Remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Article 7.1.9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2014	Remplacé par l'article 4 du présent arrêté

ARTICLE 2 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Les dispositions du chapitre 4.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

2.1 Gestion des effluents et points de rejet

2.1.1 Effluents et points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux industrielles et assimilées, eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, eaux domestiques.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes:-

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	Eaux industrielles et assimilés	Réseau public d'eaux usées	Station d'épuration urbaine de Léognan	Convention spéciale de déversement du 22/07/2024
Pt N°2	Eaux pluviales	Réseau d'eaux pluviales		/
/	Eaux domestiques	Réseau public d'eaux usées	Station d'épuration urbaine de Léognan	/

2.1.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. L'autorisation de déversement est transmise par l'exploitant au Préfet.

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Eaux industrielles et assimilées

Les eaux industrielles et assimilées respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1

- Température maximale : 30°C
- pH : 5,5 – 8,5
- Débit maximal journalier : 10 m³/j

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale	Flux maximal journalier
Matières en suspension (MES)	1305	450 mg/l	4,5 kg/j
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	1313	400 mg/l	4 kg/j
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	800 mg/l	8 kg/j
Azote global (NGL) - comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	1551	100 mg/l	1 kg/j
Phosphore total (P)	1350	25 mg/l	0,25 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	/
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l	/
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	3 mg/l	/

En cas de non-respect des valeurs limites ci-dessus, ces effluents sont éliminés en tant que déchets par une entreprise autorisée à cet effet.

2.2.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales respectent les valeurs limites ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°2

- Température maximale : 30°C
- pH : 5,5 – 8,5

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale
Matières en suspension (MES)	1305	100 mg/l

Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	1313	100 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	300 mg/l
Azote global (NGL) - comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	1551	30 mg/l
Phosphore total (P)	1350	10 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

2.3 Surveillance des prélèvements et des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètres	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
1	Température pH MES DBO ₅ DCO Azote global Phosphore total Hydrocarbures totaux AOX Fer, aluminium et composés	Sur chaque bâchée	Annuelle
2	Température pH MES DBO ₅ DCO Azote global Phosphore total Hydrocarbures totaux	Annuelle	Annuelle

Concernant le point de rejet n°1, une analyse est réalisée sur les eaux de nettoyage de chaque installation de stockage d'eau (bâche 1, bâche 2 et tour de répartition) puis sur la réserve tampon dans laquelle sont regroupés ces effluents.

ARTICLE 3 – Prévention et gestion des déchets

Les dispositions du titre 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

3.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son établissement et en limiter la production.

3.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets dangereux et non dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

3.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets entreposés dans l'établissement, avant leur élimination ou traitement, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux

météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les déchets ne peuvent pas être entreposés plus d'un an sur le site.

3.4 Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant s'assure que les déchets dangereux éliminés en externe sont gérés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant s'assure que les déchets non dangereux sont majoritairement valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

3.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

3.6 Contrôles des circuits

L'exploitant dispose d'un registre des déchets dangereux et non dangereux produits (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) tenu à jour selon les conditions fixées par la réglementation.

L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi de déchets dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier leur gestion.

Les documents justificatifs sont conservés trois ans.

ARTICLE 4 – Plan d'opération interne

Les dispositions suivantes de l'article n°71.9 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2014 susvisé :

Des exercices d'évacuation (trimestriels) et de première intervention (annuels : utilisation des ARF et ARI, obturation du réseau d'eaux pluviales) sont réalisés sur le site. Le service départemental d'incendie et de secours est invité au moins une fois par an à ces exercices.

sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le plan d'opération interne est testé annuellement. Le service départemental d'incendie et de secours est invité à participer à ces exercices.

ARTICLE 5 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article **R181-44 du Code de l'environnement**, une copie du présent arrêté sera déposée auprès de la mairie de Léognan et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture – www.gironde.gouv.fr

ARTICLE 6 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R181-50 du Code de l'environnement**, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par le pétitionnaire ou exploitant dans un délai de **deux mois** à compter de la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même Code dans un délai de **deux mois** à compter de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation pour l'auteur du recours de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Cette notification est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 7 – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société Régie de l'Eau Bordeaux Métropole.

Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Léognan,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le 25 FEB. 2025

Le Préfet
Le Sous-Préfet, directeur de cabinet,

Grégory LECRU